

PERSPECTIVES PROVINCIALES

Septembre 2011

Les économies provinciales ont ralenti, mais vont s'en sortir

Notre surveillance des économies provinciales a permis de détecter un ralentissement de l'activité dans l'ensemble des régions du pays au cours des derniers mois. Une suite d'événements négatifs survenus depuis mars, notamment le tremblement de terre et le tsunami au Japon, les inondations au Manitoba et les incendies de forêt en Alberta, ont occasionné d'importantes perturbations des principaux secteurs d'activité au sein des provinces. Combinez aux divers facteurs négatifs une hausse des prix de l'essence et une croissance plus lente que prévu de l'économie américaine, et tous les éléments étaient rassemblés pour provoquer un ralentissement prononcé au deuxième trimestre. Les comptes nationaux publiés récemment confirment le résultat décevant suivant à l'échelle du pays : globalement, au deuxième trimestre, l'économie canadienne s'est contractée pour la première fois depuis la fin de la récession au milieu de 2009.

Un repli de courte durée

Dans le présent numéro de *Perspectives provinciales*, nous faisons le point sur les résultats inférieurs aux prévisions obtenus à ce jour, mais maintenons notre affirmation selon laquelle le recul du deuxième trimestre n'est, en grande partie, que passer et la croissance devrait reprendre au cours du second semestre de cette année pour se poursuivre en 2012. Dès septembre, la plupart des événements qui ont freiné la croissance au printemps et à l'été étaient déjà soit passés, soit bien en voie de l'être. La récupération des pertes de production dans des secteurs comme la fabrication de véhicules automobiles et l'extraction de pétrole et de gaz devrait à elle seule donner un bon coup de fouet à la croissance au troisième trimestre. Bref, nous prévoyons que le repli observé dans la plupart des provinces sera de courte durée.

Révisions à la baisse de la croissance pour la plupart des provinces

Malgré tout, les dommages aux activités subis jusqu'à maintenant auront une incidence défavorable sur la croissance annuelle. Nous avons donc révisé à la baisse nos prévisions à l'égard du PIB réel pour toutes les provinces, sauf pour celui de la Saskatchewan (qui sera soutenu par les conditions des récoltes meilleures que prévu) pour l'année en cours et pour celui de la plupart des provinces (à l'exception du Manitoba et de l'Alberta) pour l'année prochaine.

Les Provinces des Prairies et Terre-Neuve-et-Labrador mèneront le bal

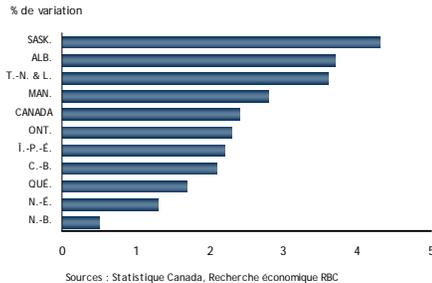
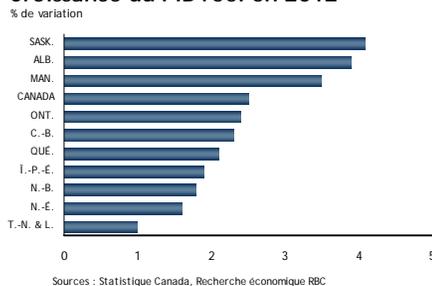
Malgré une baisse généralisée de la croissance, nous anticipons peu de changement du rendement relatif des économies provinciales comparativement à nos prévisions de juin. Les Prairies demeurent en tête des perspectives de croissance pour cette année et l'année prochaine, puisqu'elles continuent à profiter des fortes dépenses en immobilisations et d'une demande solide pour les marchandises qu'elles produisent. Terre-Neuve-et-Labrador est aussi en bonne position cette année, essentiellement pour les mêmes raisons.

La région centrale du Canada dépendra de la santé de l'économie américaine

Nous prévoyons que la croissance de la région centrale du Canada et celle de la Colombie-Britannique seront égales à la moyenne nationale ou légèrement inférieures. Le rendement de l'Ontario et du Québec dépend, en grande partie, des conditions au sud de la frontière, où nous nous attendons à constater des améliorations de plus en plus visibles à compter de maintenant, quoiqu'à un taux de croissance encore plutôt modeste. L'économie de la Colombie-Britannique, quant à elle, dépend de moins en moins du marché américain et de plus en plus de marchés non conventionnels comme la Chine. La faiblesse des dépenses de consommation est l'un des facteurs qui ralentissent l'économie britanno-colombienne cette année.

La plupart des provinces de l'Atlantique tournent au ralenti

Cette année, à l'exception de Terre-Neuve-et-Labrador, les autres provinces de l'Atlantique tournent généralement au ralenti en raison du poids de la chute des exportations dans certains cas et des pertes d'emplois dans d'autres. Nous prévoyons que la croissance de ces provinces continuera à être en queue de peloton, celle du Nouveau-Brunswick progressant tout juste en 2011.

Croissance du PIB réel en 2011

Croissance du PIB réel en 2012


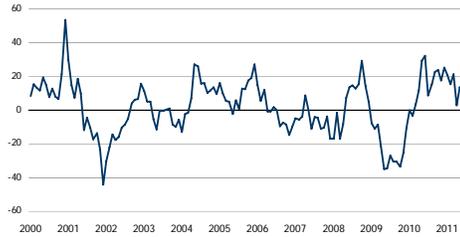
Paul Ferley
Économiste en chef adjoint
(416) 974-7231
paul.ferley@rbc.com

Robert Hogue
Économiste principal
(416) 974-6192
robert.hogue@rbc.com

Kirsten Cornelson
Économiste
416-974-8593
kirsten.cornelson@rbc.com

Exportations internationales - Colombie-Britannique

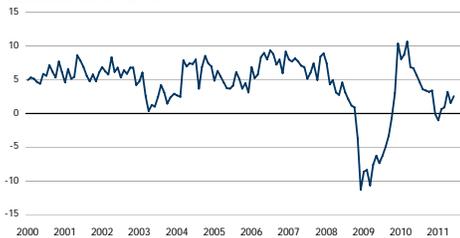
Variation d'une année sur l'autre en %



Sources : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Ventes au détail - Colombie-Britannique

Variation d'une année sur l'autre en %



Sources : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Colombie-Britannique - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire

	2009	2010	2011P	2012P
PIB réel	-1,8	3,8	2,1	2,3
Emploi	-2,1	1,7	1,0	2,1
Taux de chômage (%)	7,7	7,6	7,6	7,0
Ventes au détail	-4,4	5,3	2,7	4,3
Mises en chantier (unités)	16 077	26 479	26 700	27 800
Indice des prix à la consommation	0,0	1,4	2,2	1,8

Robert Hogue
Économiste principal

Une année plutôt moyenne pour la Colombie-Britannique

L'année 2011 s'annonce comme étant plutôt moyenne pour l'économie de la Colombie-Britannique. Bien qu'il y ait certains points positifs, comme une montée en flèche des exportations en Chine, qui continuent à soutenir la croissance de la province, leurs répercussions sont atténuées par la faiblesse dans des secteurs comme la production de minerais et le commerce de détail. Nous demeurons confiants que l'économie de la Colombie-Britannique participera à la reprise prévue des activités dans l'ensemble du continent au second semestre de l'année. Toutefois, les prévisions relatives au taux de croissance sont maintenant quelque peu à la baisse par rapport à ce qui avait d'abord été prévu, 2,1 % en 2011 (contre 2,6 % précédemment) et 2,3 % en 2012 (contre 3,0 %).

Les exportateurs de la Colombie-Britannique élargissent leur portée

Comme nous l'avons noté dans l'édition de juin de *Perspectives provinciales*, les exportateurs de la Colombie-Britannique poursuivent avec succès leur diversification au sein de marchés non conventionnels comme la Chine, créant ainsi de nouvelles sources de croissance. Au cours du premier semestre de 2011, les exportations de la Colombie-Britannique vers la Chine ont augmenté de plus de 50 % par rapport à la période correspondante de l'année dernière (en termes nominaux), notamment grâce aux expéditions de produits du bois, qui ont pratiquement triplé. Les exportations en Corée du Sud ont monté de 35 % et les exportations à Taïwan, de 40 %. Le total des exportations internationales de la Colombie-Britannique a progressé de près de 14 % au cours du premier semestre de 2011, après une augmentation de 15 % en 2010. En étendant leurs activités à l'extérieur du secteur léthargique de l'habitation aux États-Unis, les perspectives pour les fabricants de produits du bois de la province se sont améliorées. La production de bois d'œuvre de la Colombie-Britannique calculée en fonction du volume a augmenté de 7,6 % d'une année à l'autre au cours des cinq premiers mois de 2011.

Une certaine faiblesse de la production réelle de minerais

Le valeur des exportations a, dans l'ensemble, été forte jusqu'à maintenant cette année, malgré les déclinés de la production réelle dans certains secteurs d'activités clés. Les volumes de production ont chuté dans les métaux, notamment le cuivre, le zinc, l'or, l'argent et le minerai de fer, et dans l'exploitation d'autres minerais, comme le charbon, dans la province. Les répercussions de ces déclinés de volume sur les valeurs de production et les exportations nominales ont toutefois été, dans beaucoup de cas, plus que compensées par les fortes hausses des prix de ces produits.

Ralentissement de la croissance des ventes au détail

Après avoir soulevé certaines inquiétudes plus tôt cette année lorsque le taux de chômage a grimpé à 8,8 % en février, un sommet des huit dernières années, le marché de l'emploi de la Colombie-Britannique a depuis repris de la vigueur. La création d'emplois a repris au milieu de l'hiver, ce qui a contribué à ramener le taux de chômage à 7,5 % en août. Néanmoins, le revers au chapitre de l'emploi plus tôt cette année est probablement un facteur qui a contribué à réprimer le taux de croissance des ventes au détail, le plus bas parmi les provinces pour le premier semestre de l'année. Les piètres perspectives d'emploi et la faible accessibilité à la propriété ont refréné la construction de nouvelles résidences, et la tendance des mises en chantier n'a enregistré qu'une légère hausse à ce jour.

Les résultats du référendum causent de l'incertitude

Dans l'ensemble, la vitesse de l'économie en Colombie-Britannique a été plus lente que nous l'avions anticipé au cours du premier semestre de l'année, ce qui nous a amenés à réviser à la baisse nos prévisions à l'égard du PIB réel pour cette année et pour l'année prochaine. Bien que nous continuions à projeter une reprise de la croissance en 2012 par rapport à 2011, le rejet de la TVH lors du référendum postal tenu cet été a fait augmenter le risque de baisse. Le retour à la bonne vieille TVP et le déplacement du fardeau fiscal vers les entreprises pourraient faire ralentir le rythme des investissements des entreprises et de la création d'emplois dans la province.

Le retour du géant de l'énergie !

L'économie a continué de reprendre de la vitesse cette année en Alberta, et ce, malgré les terribles incendies de forêt qui ont détruit des communautés et ont grandement perturbé la production de pétrole brut en mai. L'incidence défavorable de tels événements sur l'économie sera toutefois de courte durée. Nous prévoyons que l'Alberta sera parmi les leaders provinciaux au chapitre de la croissance du PIB réel, en deuxième place après la Saskatchewan, grâce à un taux de 3,7 %. La force constante des secteurs liés à l'énergie soutiendra une légère augmentation à 3,9 % en 2012, permettant ainsi à l'Alberta de maintenir son titre de générateur de croissance.

Interruption des activités liées au pétrole en mai

Grâce, en grande partie, à la hausse des activités des principaux projets de sables bitumineux, la production de pétrole brut a augmenté rapidement en Alberta au cours des deux dernières années. Cette augmentation a même montré des signes d'accélération plus tôt cette année, avant que les incendies de forêt dévastateurs n'aient forcé les fermetures à grande échelle à la fin du mois de mai, surtout par mesure de précaution. Ces fermetures ont entraîné une chute de la production provinciale de 12 % au cours de ce mois, selon les chiffres de l'Office national de l'énergie. Des rapports subséquents indiquent que la plupart des installations de production ont repris leurs activités dans les semaines qui ont suivi et nous anticipons qu'une partie des pertes de production sera rattrapée au cours du second semestre de 2011.

L'essor des investissements liés à l'énergie entraîne une croissance de l'économie

Le principal générateur d'activité économique en Alberta est l'essor des placements dans les secteurs liés à l'énergie. Les producteurs effectuant l'extraction du pétrole et du gaz en Alberta devraient dépenser plus de 24 milliards de dollars en 2011, soit près de 18 % de plus qu'en 2010, selon les intentions exprimées dans le sondage de Statistique Canada, *Investissements privés et publics au Canada : perspectives*, publié en février. Bien que les incendies de forêt aient causé certaines interruptions en mai, les principaux projets miniers et de mise en valeur des sables bitumineux progressent généralement bien dans la province. Ils sont confrontés à moins de goulots d'étranglement et de pénuries de main-d'œuvre que les projets de 2005-2006, au sommet de l'essor précédent. Nous en voyons également de plus en plus les bénéfices se répandre dans l'ensemble de l'économie de l'Alberta. L'emploi en constitue un exemple éloquent : les effets directs et indirects des investissements massifs ont contribué à la plus importante création d'emplois (plus de 77 000) jamais enregistrée dans la province au cours des huit premiers mois de l'année.

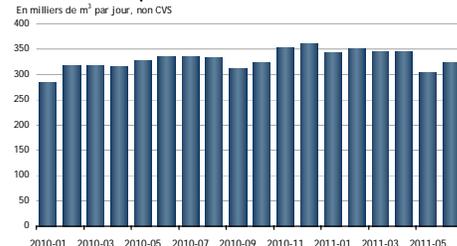
Les consommateurs continuent à dépenser

De telles créations d'emploi ont permis aux bénéfices engendrés par le secteur de l'énergie d'avoir des effets positifs même dans le secteur de la consommation. Les ventes au détail se sont fortement accrues au cours du premier semestre de l'année, maintenant un rythme vigoureux de 6 % d'une année à l'autre, malgré un ralentissement généralisé dans les autres provinces. La hausse des gros achats, comme les véhicules automobiles, témoigne de la confiance renouvelée des consommateurs de l'Alberta. Le principal domaine dans lequel les consommateurs de la province demeurent hésitants est le marché de l'immobilier. Jusqu'à maintenant cette année, le nombre de nouvelles constructions est toujours faible. Toutefois, nous croyons que ce n'est qu'une question de temps avant que les meilleures perspectives d'emploi n'aient une incidence favorable plus significative sur le rythme de construction.

Le déficit provincial revu à la baisse

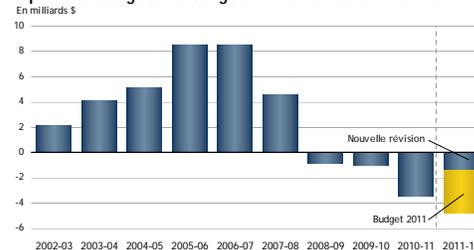
Un autre avantage important découlant de la vigueur du secteur de l'énergie de l'Alberta est la hausse correspondante des revenus du gouvernement provincial. En août, le gouvernement a annoncé que des revenus tirés des ressources non renouvelables beaucoup plus élevés que prévu l'avaient incité à réduire ses prévisions de déficit pour l'exercice de 2,1 milliards de dollars, pour le fixer à 1,3 milliard de dollars. Bien que les revenus tirés du secteur de l'énergie soient plutôt volatils, le gouvernement de l'Alberta pourrait pouvoir équilibrer son budget plus tôt qu'il ne l'avait prévu.

Production de pétrole - Alberta



Sources : Office national de l'énergie, Recherche économique RBC

Équilibre budgétaire du gouvernement de l'Alberta



Sources : Ministère des Finances de l'Alberta, Recherche économique RBC

Alberta - prévisions en bref

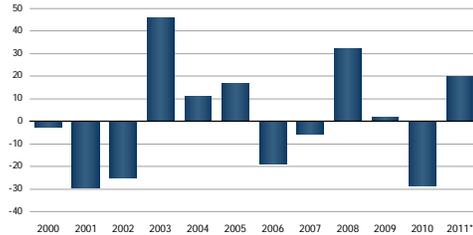
Variation en %, sauf indication contraire

	2009	2010	2011P	2012P
PIB réel	-4,5	3,7	3,7	3,9
Emploi	-1,4	-0,4	3,4	2,7
Taux de chômage (%)	6,6	6,5	5,6	5,4
Ventes au détail	-8,3	6,0	6,2	5,7
Mises en chantier (unités)	20 298	27 088	24 500	30 000
Indice des prix à la consommation	-0,1	1,0	2,0	1,8

Robert Hogue
Économiste principal

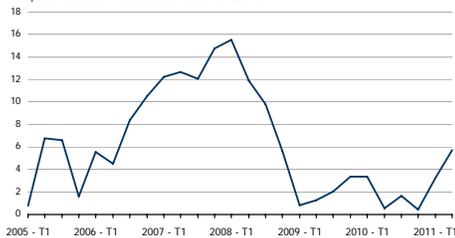
Production de grandes cultures - Saskatchewan

Blé, canola et orge - Variation d'une année sur l'autre en %

Sources : Statistique Canada, Recherche économique RBC
*Estimation de Statistique Canada, août 2011.

Ventes au détail - Saskatchewan

Hors postes d'essence - Variation d'une année sur l'autre en %



Sources : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Saskatchewan - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire

	2009	2010	2011P	2012P
PIB réel	-3,9	4,5	4,3	4,1
Emploi	1,3	0,9	1,0	2,4
Taux de chômage (%)	4,8	5,2	5,0	4,8
Ventes au détail	-0,5	3,1	6,8	4,7
Mises en chantier (unités)	3 866	5 907	6 200	5 500
Indice des prix à la consommation	1,1	1,3	2,5	2,6

Paul Ferley

Économiste en chef adjoint

On profite du retour des rayons du soleil

Les perspectives pour la Saskatchewan se sont améliorées avec le retour de conditions météorologiques plus favorables durant l'été. Cela a entraîné une amélioration marquée des perspectives pour la production agricole dans la province. Il est probable que les récoltes prévues pour les trois plus importantes cultures de la province augmentent jusqu'à 20 % selon les prévisions de Statistique Canada à la fin de juillet. Cela pourrait aider à compenser pour le déclin de 28 % des récoltes en 2010 et constituer une amélioration marquée par rapport au début de la campagne agricole lorsque les niveaux de l'humidité ont menacé de limiter de façon importante le redressement des récoltes. Le secteur agricole a également été favorisé par les prix mondiaux élevés des céréales qui étaient généralement de 40 à 50 % plus élevés en milieu d'année que les prix qui prévalaient à il y a un an. Cette vigueur des cours reflète en grande partie à la fois les problèmes de production ailleurs dans le monde (et même plus près de la Saskatchewan, dans sa province voisine, le Manitoba) et une demande mondiale robuste et stable pour les céréales.

La production vigoureuse de potasse se poursuit

Comme les producteurs dans les autres régions en forte croissance tentent d'intensifier leur production pour profiter des prix élevés, il y a eu un rebond dans la demande d'engrais. Ce rebond a lui aussi stimulé la demande en potasse. Il est vraisemblable que la production de ce produit agricole clé de la Saskatchewan augmentera d'un solide 20 % cette année même si ce taux représenterait une diminution par rapport à la hausse de plus de 100 % en 2010. Cette brusque augmentation de l'année dernière constituait un rebond par rapport aux conditions extrêmement moroses durant la dernière récession mondiale. La forte demande pour la plupart des ressources naturelles contribue à la croissance de la production manufacturière dans la province, celle-ci revenant à une croissance dans les deux chiffres au deuxième trimestre, d'une année à l'autre.

Les prix élevés des produits de base soutiennent les revenus

Le rythme des ventes au détail s'est aussi accéléré au deuxième trimestre. La croissance des ventes, sauf les reçus de stations d'essence qui ont été gonflés par les prix de l'essence élevés, a doublé pour clôturer à 6 %, d'une année sur l'autre, par rapport à un taux d'environ 3 % au premier trimestre. Cette accélération est survenue bien que la croissance de l'emploi ait été étonnamment faible durant le deuxième trimestre. La vigueur des prix des céréales, ainsi que celle des prix d'autres marchandises comme le pétrole et la potasse, pourrait soutenir les revenus pour aider à payer pour cette augmentation des dépenses.

Le solide rebond dans le secteur agricole stimule les perspectives de croissance pour cette année

Les perspectives plus optimistes pour la production agricole dans la province combinées aux solides gains continus dans la production de la potasse nous ont incités cette année à réviser à la hausse notre prévision de croissance pour l'économie de la Saskatchewan de 4,3 % par rapport au taux de 3,8 % auparavant prévu. Toutefois, ce rebond plus hâtif que prévu dans la production agricole nous a aussi incités à réviser à la baisse la croissance pour 2012 à 4,1 % comparativement à 4,7 % initialement. Ces taux de croissance révisés continuent de placer la Saskatchewan à la tête du classement des provinces pour les deux années. Il semble que cela constituera un âge d'or pour l'économie de la Saskatchewan, puisqu'elle se laissera porter par la vague créée par la forte demande mondiale pour ses diverses ressources naturelles qui fera augmenter, directement et indirectement, les revenus et les dépenses en immobilisations dans la province.

Les conditions météorologiques extrêmes nuisent à l'agriculture

Contrairement à sa province voisine à l'ouest, les conditions de croissance de ses produits agricoles sont jusqu'ici généralement demeurées défavorables durant la saison. Les conditions extrêmement humides, y compris des inondations dans de nombreuses régions, ont nui aux plantations au cours du printemps. Malheureusement, celles-ci ont été suivies par du temps extrêmement chaud et sec en juillet et en août, et ce temps étant survenu trop tard pour semer, cela a donc plutôt nui à la croissance des champs qui ont été semés. Par conséquent, il semble que, après une chute de près de 10 % en 2010, la production de blé et de canola diminuera de plus de 20 % cette année. Une portion de la faiblesse des revenus agricoles produits sera compensée par des prix mondiaux des céréales plus élevés qui ont été stimulés par des problèmes de productions reliés aux conditions météorologiques qui sont survenus dans d'autres parties du monde également.

Le secteur de la fabrication poursuivra son rétablissement

Ce qui est le plus encourageant, ce sont les signes de vigueur soutenue dans le secteur de la fabrication dans la province. Après une diminution de 10 % dans les ventes du secteur de la fabrication en 2009, nous avons observé une certaine « amélioration » en 2010 sous la forme d'un ralentissement du rythme du déclin aux alentours de 2 %. Toutefois, les données durant la première moitié de 2011 laissent présager une solide croissance de près de 10 %. Cette vigueur est relativement généralisée, avec de fortes hausses d'une année à l'autre de la production de machinerie et le raffermissement de la fabrication de produits chimiques. La fabrication de matériel de transport a continué de progresser bien qu'il y ait eu un ralentissement de celle-ci au deuxième trimestre. Notre prévision d'un raffermissement de la reprise aux États-Unis au cours de la prochaine période laisserait toutefois supposer qu'une telle faiblesse touchera bientôt à sa fin.

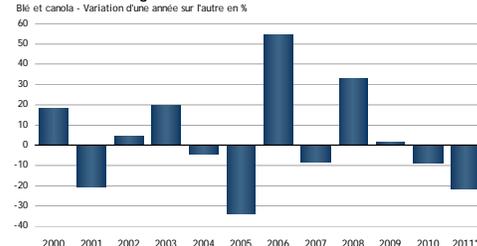
Les métaux de base et les métaux précieux profitent de la hausse des prix

Au Manitoba, la production de métaux continue de profiter des prix mondiaux plus élevés que jamais. Les prix des métaux de base sont en hausse de 24 %, et ceux des métaux précieux, de 32 %, en août par rapport aux niveaux de l'an dernier. Ces hausses de prix aident à soutenir la croissance des revenus dans le secteur minier. La contribution de la production de pétrole à l'ensemble de la production provinciale est minime comparativement à celle de ses voisines de l'ouest bien qu'elle continue d'augmenter, avec une hausse de plus de 20 % jusqu'ici cette année. Cela correspond au gain en 2010 et cette hausse fait doubler le taux de croissance par rapport à celui de 2009. Les prix pétroliers mondiaux élevés stimulent encore davantage la croissance des revenus dans la province.

La croissance réduite en 2011, mais elle augmentera en 2012.

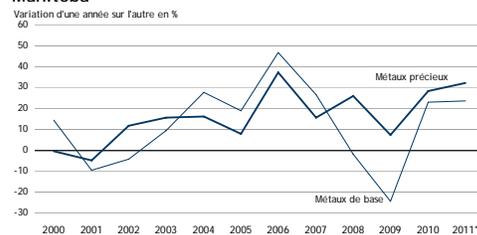
Pour ce qui est de nos prévisions concernant la croissance globale du PIB réel dans la province, les perspectives plus sombres pour le secteur agricole ont constitué un développement clé nous incitant à réviser ces prévisions significativement à la baisse cette année, les faisant passer de 3,6 % par rapport au taux de 2,8 % prévu en juin. Toutefois, comme nous nous attendons au retour de conditions plus favorables à la croissance en 2012 et à une reprise dans la production agricole qui en découlerait, cela nous a amenés à rehausser la croissance en 2012, la faisant passer à 3,5 % comparativement à 3,4 % auparavant. Ces révisions montrent encore que la croissance économique du Manitoba dépasse la moyenne nationale pour les deux années.

Production de grandes cultures - Manitoba



Sources : Statistique Canada, Recherche économique RBC
*Estimation de Statistique Canada, août 2011.

Prix des métaux de base et des métaux précieux - Manitoba



Sources : Indice des prix des produits de base RBC, Recherche économique RBC
*Janvier à août 2011.

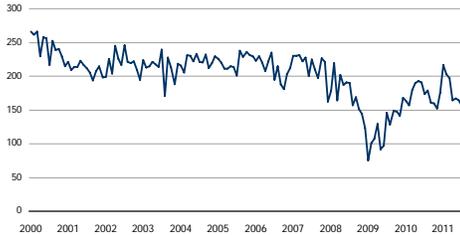
Manitoba - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire	2009	2010	2011P	2012P
PIB réel	0,0	2,2	2,8	3,5
Emploi	0,0	1,9	1,2	1,6
Taux de chômage (%)	5,2	5,4	5,4	5,2
Ventes au détail	-0,4	5,6	4,6	5,2
Mises en chantier (unités)	4 174	5 888	5 600	5 500
Indice des prix à la consommation	0,6	0,8	2,8	2,1

Paul Ferley
Économiste en chef adjoint

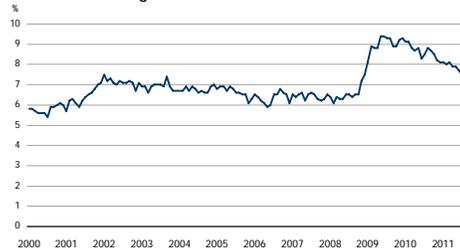
Production de voitures et de camions en Ontario

Données désaisonnalisées, en milliers d'unités



Sources : Automotive News, Recherche économique RBC

Taux de chômage - Ontario



Sources : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Ontario - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire

	2009	2010	2011P	2012P
PIB réel	-3,6	3,0	2,3	2,4
Emploi	-2,5	1,7	2,1	1,6
Taux de chômage (%)	9,0	8,7	7,8	7,6
Ventes au détail	-2,5	5,4	3,8	3,9
Mises en chantier (unités)	50 370	60 433	65 000	57 800
Indice des prix à la consommation	0,4	2,4	3,0	2,1

Robert Hogue
Économiste principal

L'économie se heurte à un obstacle

Juste au moment où nous pensions que l'économie ontarienne se dirigeait vers une année décisive, elle a heurté un obstacle en cours de route qui a ralenti sa progression vers la reprise complète. Les interruptions dans la chaîne d'approvisionnement dans le secteur automobile et le ralentissement prévu de la croissance économique aux États-Unis ont assombri les perspectives pour l'Ontario cette année et l'an prochain. Par conséquent, nous abaïssons nos prévisions concernant la croissance du PIB réel dans la province à 2,3 % en 2011 (comparativement à 3,3 % auparavant) et à 2,4 % en 2012 (comparativement à 3,1 %).

Baisse de la production automobile

Les tendances encourageantes que nous avons observées dans le secteur de l'automobile ontarien au début de cette année se sont dégradées en mars lorsque la chaîne d'approvisionnement a été gravement perturbée par le tremblement de terre et le tsunami au Japon. Un certain nombre d'usines de montage dans la province ont cessé leurs opérations ou bien ont réduit leur production pendant plusieurs semaines ce printemps et au début de l'été. Par conséquent, la production de voitures et de camions a chuté de 14 % au deuxième trimestre par rapport à la même période l'an dernier. Ce déclin a complètement annulé les solides gains du premier trimestre. Même si nous pensons que les problèmes liés à la chaîne d'approvisionnement ont largement été résolus à l'heure actuelle et ne freineront plus le secteur dans les mois à venir, la performance globale du secteur automobile de l'Ontario en 2011 sera moins bonne que nous ne le pensions auparavant.

Les consommateurs ralentissent leurs élans dans les centres commerciaux

Un autre facteur qui a nui à la performance économique de la province au cours de la première moitié de cette année était les prix élevés de l'énergie. La flambée des prix de l'essence pendant l'automne l'an dernier et cet hiver, en particulier, a probablement contribué à la retenue dont ont fait preuve les consommateurs ontariens jusqu'ici dans les centres commerciaux cette année. À l'exception des ventes d'essence dans les stations-service, les ventes au détail dans la province n'ont augmenté que de 2,0 % d'une année à l'autre au cours de la première moitié de 2011. Cela indiquait un considérable ralentissement par rapport au taux de 4,5 % en 2010. La légère diminution dans les prix de l'essence depuis le printemps atténuera la pression qui s'exerce sur les budgets des ménages dans les mois à venir et nous prévoyons que les consommateurs ontariens ouvriront à nouveau les cordons de leur bourse. Nous avons néanmoins abaïssé nos attentes concernant la croissance des ventes au détail dans la province pour 2011.

Le marché du travail affiche d'autres gains

Ce ne sont pas toutes les nouvelles qui ont été décevantes dernièrement en Ontario. La tendance la plus encourageante continue d'être les gains soutenus sur le marché du travail. Près de 85 000 nouveaux emplois ont été créés au cours des huit premiers mois de l'année et le taux de chômage a fléchi de 0,6 point de pourcentage pour atteindre 7,5 % en août. En août, il y avait 36 000 personnes de plus qui occupaient un emploi dans la province qu'au sommet d'avant la récession. Même si cette amélioration du marché du travail ne s'est pas encore vraiment traduite par une vigueur dans les dépenses de consommation, elle a probablement contribué à maintenir une solide activité sur le marché du logement ontarien. La construction de nouvelles maisons a repris à la fois au premier et au deuxième trimestre, les mises en chantier franchissant le cap des 70 000 unités (en nombre annualisé) sur une base trimestrielle pour la première fois depuis le milieu de 2008. Nous prévoyons un ralentissement de la construction domiciliaire au cours de la deuxième moitié de l'année, mais elle devrait demeurer à des niveaux toujours propices à une croissance de l'économie provinciale de façon générale en 2011.

Le Québec ira au-delà de l'accalmie momentanée

L'économie du Québec a pris une pause ce printemps, après un solide départ en 2011. La demande américaine anémique plus tôt cette année et le dollar canadien élevé ont porté un coup aux fabricants de la province au deuxième trimestre, alors que les changements apportés aux règles concernant les prêts hypothécaires et la détérioration observée dans l'accessibilité à la propriété ont contribué à un ralentissement de l'activité dans le marché du logement québécois. Cette pause sera toutefois de courte durée, et nous prévoyons que le Québec renouera avec une plus forte croissance au cours de la deuxième moitié de l'année, grâce à un redressement prévu de l'économie américaine, aux meilleures perspectives d'emploi et à une hausse des dépenses en immobilisations. Nous avons néanmoins révisé à la baisse nos prévisions de croissance pour le PIB réel à 1,7 % en 2011 et à 2,1 % en 2012 pour tenir compte de la performance moins bonne que prévu jusqu'ici et de la dégradation des perspectives pour les marchés d'exportation clés du Québec.

L'économie québécoise s'est contractée au deuxième trimestre ?

Dans l'édition de juin de *Perspectives provinciales*, nous vous avons prévenu que la rapide croissance enregistrée au cours de premiers mois de 2011 par l'économie québécoise ne durerait pas. Entre autres choses, nous avons prévu un certain repli de la part des consommateurs, repli qui d'après nous allait réduire la demande de logements et restreindre la croissance dans les magasins au détail. Les données publiées depuis juin ont confirmé un tel ralentissement dans le rythme de l'activité le printemps dernier. Les estimations mensuelles du PIB réel de l'*Institut de la statistique du Québec* indiquaient que plusieurs secteurs avaient perdu du terrain au cours de la période d'avril et de mai, notamment ceux du commerce de détail et de la construction résidentielle. En fait, la faiblesse généralisée dans la province au deuxième trimestre est susceptible d'être encore plus grande que nous ne l'avions prévu. Nous ne serions pas surpris à l'heure actuelle d'observer une petite contraction de l'économie québécoise durant cette période (les données du deuxième trimestre seront publiées plus tard en septembre) – de façon très semblable à ce qui a été observé au niveau national.

La croissance reprendra au cours de la deuxième moitié de l'année

Toutefois, les perspectives pour le reste de l'année sont encore généralement favorables. Le redressement prévu de la croissance aux États-Unis et ailleurs au Canada stimulera la demande en produits d'exportation québécois ; et l'amélioration continue du marché du travail dans la province stimulera la demande des consommateurs. Peut-être plus important encore, les investissements plus élevés dans la construction non résidentielle et le matériel effectués à la fois par le secteur privé et par le secteur public généreront une activité importante dans la construction hors du secteur résidentiel. Le sondage de Statistique Canada sur les intentions d'investissement en février indiquait que les sociétés des secteurs public et privé prévoyaient hausser leurs dépenses en immobilisations dans le secteur non résidentiel de 6,6 % cette année pour atteindre un montant record de 44 milliards \$. La majeure partie de cet investissement sera effectué dans les infrastructures publiques, la capacité de production d'électricité, et les secteurs des mines et de l'affinage des métaux. Par ailleurs, nous prévoyons que la construction de maisons neuves continuera à ralentir progressivement.

Tendances positives sur le marché du travail

Une raison d'être optimiste quant aux perspectives à court terme pour le Québec est qu'il y a des tendances positives sur le marché du travail. Malgré la pause de l'économie ce printemps, près de 16 000 nouveaux emplois nets ont été créés au cours de huit premiers mois de cette année. Plus impressionnant encore a été le déclin régulier du taux de chômage de la province, qui est tombé, en juillet dernier, à son plus bas niveau (7,2 %) depuis près de trois ans, avant de remonter quelque peu à 7,6 % en août. Nous prévoyons que la création d'emplois passera à une vitesse supérieure dans la période à venir et que niveau de nouveaux emplois nets augmentera à près de 60 000 d'ici à ce que l'année 2011 se termine.

PIB réel du secteur de la construction résidentielle - Québec



Taux de chômage - Québec



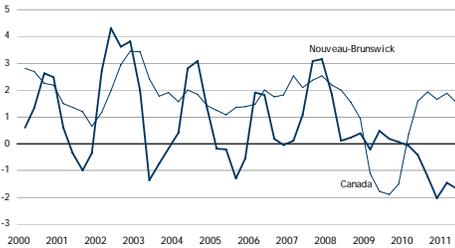
Québec - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire	2009	2010	2011P	2012P
PIB réel	-0,3	2,9	1,7	2,1
Emploi	-0,8	1,7	1,6	1,3
Taux de chômage (%)	8,5	8,0	7,6	7,5
Ventes au détail	-1,1	6,3	2,8	4,4
Mises en chantier (unités)	43 403	51 363	48 000	44 300
Indice des prix à la consommation	0,6	1,3	2,7	2,0

Robert Hogue
Économiste principal

Emploi - Nouveau-Brunswick

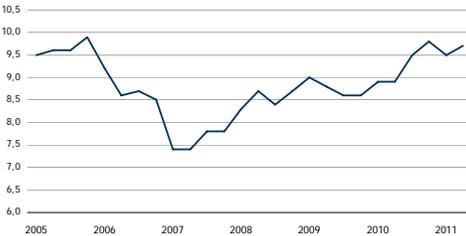
Variation d'une année sur l'autre en %, CVS



Sources - Statistique Canada, Recherche économique RBC

Taux de chômage - Nouveau-Brunswick

En %, CVS



Sources - Statistique Canada, Recherche économique RBC

Nouveau-Brunswick - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire

	2009	2010	2011P	2012P
PIB réel	-0,3	2,8	0,5	1,8
Emploi	0,1	-1,0	-1,0	1,2
Taux de chômage (%)	8,8	9,3	9,7	9,3
Ventes au détail	0,7	4,9	4,4	3,4
Mises en chantier (unités)	3 521	4 101	3 200	3 200
Indice des prix à la consommation	0,3	2,1	3,1	2,2

Kirsten Cornelson
Économiste

La reprise manque d'élan

Les restrictions du secteur public et l'anémie de la demande aux États-Unis ont nui à la croissance économique du Nouveau-Brunswick cette année. Les secteurs manufacturier et des exportations de la province ont nettement ralenti au cours du deuxième trimestre, et les compressions d'emplois dans le secteur public ont accentué la tendance à la baisse de l'emploi. Une multitude de données économiques plus faibles que prévu nous ont incités à revoir à la baisse notre prévision de croissance du PIB réel au Nouveau-Brunswick, la ramenant de 1,9 % à 0,5 % pour 2011. Nous croyons que le rythme s'accélénera à 1,8 % l'an prochain, grâce à la reprise de la croissance américaine et des économies canadiennes.

Ralentissement au deuxième trimestre

Nous avons indiqué dans notre rapport *Perspectives provinciales* de juin que la hausse des revenus générée par les gains nominaux réalisés en début d'année par les secteurs manufacturier et de l'exportation stimulerait l'économie interne du Nouveau-Brunswick et susciterait une croissance plus autonome dans la province. Mais les récentes données révèlent un enlisement de ces secteurs. Les livraisons manufacturières ont chuté de 0,8 % au deuxième trimestre (soit le premier repli trimestriel depuis le début de 2009), tandis que les exportations ont glissé de 0,6 %, en données désaisonnalisées. Les segments du commerce de gros et de détail ont tous deux vu leur croissance chuter à 0,6 %, après des taux respectifs de 2,7 % et de 2,5 % au premier trimestre. Le ralentissement de ces secteurs économiques clés au deuxième trimestre a assombri les perspectives de croissance établies cette année pour la province.

Recherche d'un creux pour le marché de l'emploi

La baisse de l'emploi a généré des inquiétudes au Nouveau-Brunswick dans les deux dernières années, et même au cours du premier semestre de 2011. L'emploi dans la province a encore chuté de 0,7 % ou de 2300 emplois entre le quatrième trimestre de l'année dernière et le deuxième trimestre de l'année en cours. Ça a favorisé la tendance haussière du taux de chômage dans la province, qui contraste nettement avec les reculs de taux de chômage enregistrés dans la plupart des provinces. Certaines des plus importantes pertes enregistrées au niveau de l'emploi ont été notées cette année dans le secteur public, car la santé, l'éducation et l'administration publique ont enregistré une baisse de 2200 emplois au cours des deux premiers trimestres. Le secteur de la construction a aussi perdu 1000 emplois, ce qui traduit probablement les baisses des mises en chantier et des investissements non-résidentiels, alors que les secteurs du commerce de détail et d'autres services ont cédé chacun 2100 emplois. Au chapitre des bonnes nouvelles, la tendance des reculs d'emplois précédemment observés s'est renversée dans bien de secteurs clés dont la manufacture, les services financiers, l'assurance, l'immobilier, les services professionnels et les services aux entreprises. Nous estimons que les gains continus enregistrés au sein de ces derniers secteurs et dans d'autres segments se poursuivront et se traduiront par une nette croissance de l'emploi dans la province l'an prochain.

Faiblesse temporaire

Le Nouveau-Brunswick est sensible aux changements des conditions externes, puisqu'il possède une économie axée sur les ressources dont les exportations sont concentrées aux États-Unis. Les perspectives de croissance économique de l'année en cours semblent bien faibles dans les provinces, mais elles devraient s'améliorer à long terme : la demande provenant des pays en développement devrait alimenter la vigueur des prix des ressources, alors que la reprise de l'économie américaine fera rehausser la demande des produits du Nouveau-Brunswick. Cette amélioration se répercutera sur l'économie intérieure qui devrait afficher une croissance plus vigoureuse de 1,8 % l'an prochain.

Retour d'une lente croissance

L'économie de la Nouvelle-Écosse a vécu sa part de difficultés jusqu'à présent. Citons entre autres la baisse de production de l'énergie, la réduction des dépenses de principaux projets et le ralentissement de la croissance des économies canadienne et américaine. Les données décevantes des derniers mois nous ont incités à revoir à la baisse nos prévisions de l'année en cours et de celle à venir. Nous avons antérieurement prévu une croissance de 1,7 % légèrement plus rapide que la moyenne historique dans la province en 2011. Nous révisons notre position et anticipons à présent un pourcentage plus près d'un rythme généralement lent, c'est-à-dire une croissance de 1,3 %. Le taux de croissance devrait toutefois légèrement progresser à 1,6 % en 2012.

Ralentissement récent de la fabrication et des exportations

Les ventes manufacturières de la Nouvelle-Écosse ont affiché une solide performance pendant cinq ans avant de chuter de 1,0 % au cours du deuxième trimestre de 2011. Les exportations sont demeurées essentiellement stationnaires, en données désaisonnalisées, pendant la même période ; elles ont affiché de solides gains dans les segments des produits forestiers et des produits agricoles, compensant ainsi le repli considérable des exportations d'énergie. La faiblesse des activités manufacturières et d'exportation ont jusqu'à présent ralenti les gains annuels sans toutefois les annuler entièrement, car ces deux secteurs demeurent en hausse d'une année à l'autre. Les baisses de production de l'énergie dans les gisements de gaz naturel de sable réduisent toutefois les perspectives d'une plus grande croissance dans ces segments pour le reste de l'année. Le démarrage de la production au gisement de gaz naturel Deep Panuke prévu pour la fin de 2011 et la reprise d'une solide croissance aux États-Unis et dans le reste du Canada devraient stimuler les exportations et les livraisons manufacturières en 2012.

La faiblesse des mises en chantier nuit à l'emploi

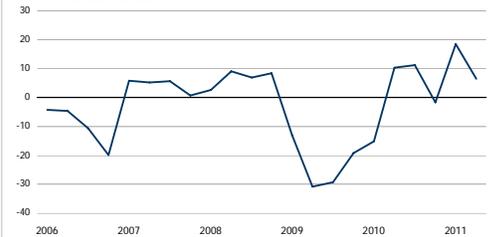
L'emploi n'a enregistré qu'une légère croissance en Nouvelle-Écosse au cours des trois dernières années, à un taux annuel moyen de 0,3 %. L'année en cours ne s'est pas démarquée des autres. Même si l'emploi a crû à 1,1 % au premier trimestre, il a chuté de 0,7 % au cours du deuxième trimestre et a donc affiché un pourcentage net de 0,3 % pour le premier semestre de l'année. Le récent repli a été particulièrement noté dans les services aux entreprises, les services relatifs aux bâtiments et les autres services de soutien, dans les secteurs de la construction, des services financiers, de l'assurance et de l'immobilier. Les pertes d'emploi dans ces segments pourraient être liées à la faiblesse des dépenses en immobilisations du gouvernement provincial qui a prévu une baisse de 21 % par rapport à son dernier budget. Les restrictions continues des dépenses mises en place par les gouvernements fédéral et provinciaux, combinées au ralentissement attendu du secteur de la construction résidentielle limiteront les perspectives d'une croissance marquée au niveau de l'emploi à court terme. La croissance de l'emploi devrait s'améliorer en 2012, et l'économie provinciale s'affermir davantage.

La lente croissance est une norme en Nouvelle-Écosse

Notre prévision de 1,3 % de la croissance du PIB réelle pour 2011 en Nouvelle-Écosse sera la deuxième plus basse du pays. Il est intéressant de noter que cette croissance sera légèrement plus rapide que la normale au niveau de la province qui a enregistré un taux de croissance moyen de 1,2 % au cours des dix dernières années. Avec nos prévisions qui s'établissent à 1,6 % pour 2012, ce serait en fait la dixième année consécutive que nous prévoyons un taux de croissance de moins de 2,0 % pour la province.

Exportations - Nouvelle-Écosse

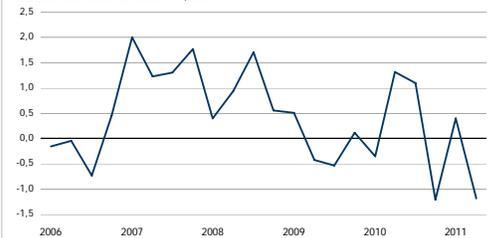
Variation d'une année sur l'autre en %, CVS



Sources : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Emploi - Nouvelle-Écosse

Variation d'une année sur l'autre en %, CVS



Sources : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Nouvelle-Écosse - prévisions en bref

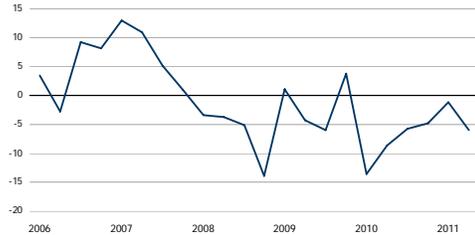
Variation en %, sauf indication contraire

	2009	2010	2011P	2012P
PIB réel	-0,1	1,9	1,3	1,6
Emploi	-0,1	0,2	0,4	1,3
Taux de chômage (%)	9,2	9,3	9,2	9,1
Ventes au détail	0,1	4,6	2,5	3,6
Mises en chantier (unités)	3 438	4 309	4 300	3 600
Indice des prix à la consommation	-0,1	2,2	3,4	2,2

Kirsten Cornelson
Économiste

Livraisons manufacturières - Î.-P.-É.

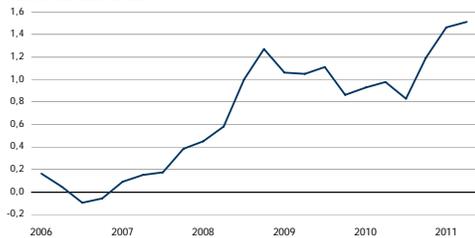
Variation d'une année sur l'autre en %, CVS



Sources : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Croissance de la population - Î.-P.-É.

Variation d'une année sur l'autre en %



Sources : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Île-du-Prince-Édouard - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire

	2009	2010	2011P	2012P
PIB réel	-0,1	2,1	2,2	1,9
Emploi	-1,4	3,0	1,1	1,3
Taux de chômage (%)	12,0	11,1	11,5	10,9
Ventes au détail	-1,3	5,2	4,3	3,8
Mises en chantier (unités)	877	756	800	800
Indice des prix à la consommation	-0,1	1,8	2,7	2,3

Kirsten Cornelson
Économiste

La vigueur intérieure prévaut

Ces derniers mois, un écart s'est creusé entre la tenue du secteur manufacturier et du secteur d'exportation, qui sont orientés vers l'extérieur de la province et dont la progression est faible depuis la récession, et l'économie intérieure, qui connaît une croissance vigoureuse. Même si les données décevantes nous ont poussés à revoir très légèrement à la baisse nos prévisions de croissance du PIB pour 2011 et 2012, nous continuons d'anticiper que la vigueur du secteur intérieur permettra de maintenir des taux de croissance respectables de 2,2 % et de 1,9 %, respectivement, dans la province.

Des facteurs externes nuisent à la croissance

Des signes qui indiqueraient que les secteurs orientés vers l'extérieur de la province se sont complètement rétablis à la suite de la récession brillent encore par leur absence. Cette année, la demande réduite des États-Unis et du reste du Canada pèse sur les résultats du secteur manufacturier et du secteur d'exportation de la province. Les livraisons manufacturières ont reculé de 2,3 % au premier semestre de 2011 par rapport à la même période en 2010, tandis que les exportations de marchandises ont régressé de 1,2 % (à l'exception de l'essor en mai des exportations de minerai de fer, qui n'est pas produit dans la province). La forte baisse des exportations de homards explique en grande partie la faiblesse des exportations de marchandises, qui a été partiellement compensée par la hausse des exportations de produits de la pomme de terre et de certains autres aliments. Les secteurs tournés sur le monde extérieur de l'IPE ont connu des difficultés jusqu'à présent, en raison du temps pluvieux et de la baisse de la demande provenant des États-Unis et du reste du Canada. Au niveau agricole, les exportations ont chuté au deuxième trimestre de 5,9 %, en données désaisonnalisées, après avoir stagné au premier trimestre. Le secteur de la transformation des aliments, qui a des difficultés à se redresser depuis la récession à cause de la vigueur du dollar canadien et de la faiblesse de la demande, a enregistré des résultats semblables : les livraisons manufacturières de produits alimentaires ont baissé de 1,9 % au deuxième trimestre. Les livraisons manufacturières d'autres segments ont affiché des pertes plus importantes de 5,1 %. La plupart des indicateurs du tourisme laissent entrevoir une future année possiblement difficile. Les ponts et le trafic aérien, les demandes des visiteurs et les visites des principaux sites touristiques avaient tous enregistré une forte baisse au premier semestre de l'année en cours, comparativement à 2010 (même si le nombre des nuitées vendues ont enregistré une hausse).

On n'est jamais mieux que chez soi

Comparativement au secteur d'exportation et au secteur manufacturier, les données relatives à la situation intérieure de la province sont en général plus favorables. La croissance vigoureuse de la population a soutenu la forte demande intérieure. En fait, l'afflux important d'immigrants dans la province a porté la croissance de la population à son taux le plus élevé (1,5 % au deuxième trimestre) depuis 1975, taux qui a aussi été le plus élevé à l'échelle nationale au premier et au deuxième trimestre de l'année. L'évolution démographique favorable et la création continue d'emplois ont favorisé l'accroissement des dépenses de consommation (les ventes des détaillants et des grossistes étaient en hausse au premier semestre de 2011) et de la construction résidentielle (le nombre de mises en chantier a augmenté au cours des sept premiers mois de l'année). L'activité intérieure de la province a aussi profité de la croissance rapide du secteur de la construction non résidentielle, attribuable en grande partie au gouvernement provincial qui prévoit engager des dépenses en immobilisations de 137 millions de dollars cette année (selon le budget de 2011). Les dépenses en immobilisations devraient toutefois diminuer de 30 % en 2012, ce qui ralentira alors la croissance de la construction non-résidentielle.

Tout est bien qui finit bien

Tout compte fait, nous prévoyons que l'économie de l'IPE croîtra à un rythme décent de 2,2 % en 2011. Nous prévoyons un rééquilibrage de la composition de la croissance l'année prochaine : de meilleures conditions externes stimuleront le secteur agroalimentaire et le secteur du tourisme, mais d'importants vents contraires découlant des réductions des dépenses publiques en immobilisation soufflent sur la construction. Bref, nous prévoyons que la croissance ralentira légèrement pour se situer à 1,9 % en 2012.

Bien en place

L'économie de Terre-Neuve-et-Labrador a été très solide en 2010 et au premier semestre de 2011, grâce aux niveaux élevés des investissements non-résidentiels et à un boom du secteur des minéraux. Même si des signes montrent un début de ralentissement de l'économie, nous continuons de croire que la province figure parmi celles qui enregistrent la meilleure croissance en 2011 au Canada. Selon nous, le PIB réel devrait avancer de 3,6 % cette année. Nous anticipons toutefois pour 2012 que la baisse de production du pétrole limitera la croissance à seulement 1,0 %.

Des fermetures ont nui aux exportations de l'énergie

La production énergétique à Terre-Neuve-et-Labrador s'est repliée cette année, en raison de la rapide maturation de la plupart des principaux puits de pétrole et de la fermeture temporaire du champ de pétrole de Terra Nova. Les exportations nominales d'énergie ont été solides au premier trimestre (en raison des prix du pétrole élevés) avant de reculer de 18 % au deuxième trimestre. Ce repli traduit principalement un arrêt de maintenance à la raffinerie de Come-by-Chance. Avec la reprise en août des opérations de la raffinerie, le début de la production de la prochaine étape du projet d'expansion Hibernia Sud qui commence bientôt, et la fin des réparations à Terra Nova au quatrième trimestre, nous anticipons une nette amélioration des exportations énergétiques vers la fin de l'année. La production devrait néanmoins baisser en 2012 en raison de la baisse de la production dans les champs pétroliers matures.

Dépenses liées à des projets importants : Garder le cap

Les investissements non-résidentiels ont été la principale source de croissance de Terre-Neuve-et-Labrador dans la dernière année, avec des hausses de plus de 10 % au cours de trois des quatre dernières années. La hausse s'est poursuivie au deuxième trimestre de 2011, mais à un rythme plus lent de 4,5 %. Les dépenses liées à des projets importants devraient rester élevées au cours des prochaines années et la construction s'accélérer sur plusieurs grands projets à long terme tels que le projet de développement hydroélectrique de Muskrat Falls et le projet pétrolier d'Hebron Oil. La construction résidentielle a ralenti dans les derniers mois et les mises en chantier sont passées de 3900 unités (en rythme annualisé) au premier trimestre à 3400 unités au deuxième trimestre. La construction de maisons devrait, quant à elle, ralentir davantage pendant le reste de l'année en cours et de celle à venir.

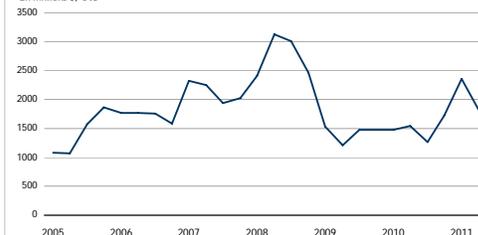
La création d'emploi a cessé, mais pas pour longtemps

La croissance de l'emploi a été interrompue au deuxième trimestre, et l'emploi a chuté de 0,3 % dans la province depuis le premier trimestre. C'est la première fois que l'emploi chute à Terre-Neuve-et-Labrador depuis le troisième trimestre de 2009, ce qui est un important changement par rapport au solide pourcentage de 2,8 % affiché au premier trimestre. La création de l'emploi devrait reprendre pendant le reste de l'année et alimenter la croissance globale de 3,8 % en 2011 – la plus forte progression parmi les provinces.

Le futur est prometteur

Comme pour toute économie axée sur les ressources naturelles, la croissance économique de Terre-Neuve-et-Labrador est soumise à une forte volatilité. Les prévisions d'une croissance plus faible de 1,0 % en 2012 ne traduisent pas pour autant un changement des possibilités sous-jacentes de l'économie. Les niveaux élevés persistants des investissements en ressources naturelles et, par contrecoup, sur les revenus signifient que la province de Terre-Neuve-et-Labrador a de belles années de solide performance économique à offrir.

Exportations d'énergie - Terre-Neuve et Labrador
En millions \$, CVS



Sources : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Emploi - Terre-Neuve et Labrador
Variation d'une année sur l'autre en %, CVS



Sources : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Terre-Neuve-et-Labrador - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire

	2009	2010	2011P	2012P
PIB réel	-10,2	5,8	3,6	1,0
Emploi	-3,0	3,4	3,8	1,9
Taux de chômage (%)	15,5	14,4	12,0	11,2
Ventes au détail	1,6	4,6	4,6	3,6
Mises en chantier (unités)	3 057	3 606	3 500	3 300
Indice des prix à la consommation	0,3	2,4	2,9	2,2

Kirsten Cornelson
Économiste

Prévisions détaillées

Variation annuelle en % sauf indication contraire

	PIB réel				Emploi				Taux de chômage %				Mises en chantier Milliers				Ventes au détail				IPC			
	09	10P	11P	12P	09	10	11P	12P	09	10	11P	12P	09	10	11P	12P	09	10	11P	12P	09	10	11P	12P
T.-N. & L.	-10,2	5,8	3,6	1,0	-3,0	3,4	3,8	1,9	15,5	14,4	12,0	11,2	3,1	3,6	3,6	3,3	1,6	4,6	4,6	3,6	0,3	2,4	2,9	2,2
Î.-P.-É.	-0,1	2,1	2,2	1,9	-1,4	3,0	1,1	1,3	12,0	11,1	11,5	10,9	0,9	0,8	0,8	0,8	-1,3	5,2	4,3	3,8	-0,1	1,8	2,7	2,3
N.-É.	-0,1	1,9	1,3	1,6	-0,1	0,2	0,4	1,3	9,2	9,3	9,2	9,1	3,4	4,3	4,4	3,6	0,1	4,6	2,5	3,6	-0,1	2,2	3,4	2,2
N.-B.	-0,3	2,8	0,5	1,8	0,1	-1,0	-1,0	1,2	8,8	9,3	9,7	9,3	3,5	4,1	3,2	3,2	0,7	4,9	4,4	3,4	0,3	2,1	3,1	2,2
QUÉ.	-0,3	2,9	1,7	2,1	-0,8	1,7	1,6	1,3	8,5	8,0	7,6	7,5	43,4	51,4	48,1	44,3	-1,1	6,3	2,8	4,4	0,6	1,3	2,7	2,0
ONT.	-3,6	3,0	2,3	2,4	-2,5	1,7	2,1	1,6	9,0	8,7	7,8	7,6	50,4	60,4	65,1	57,8	-2,5	5,4	3,8	3,9	0,4	2,4	3,0	2,1
MAN.	0,0	2,2	2,8	3,5	0,0	1,9	1,2	1,6	5,2	5,4	5,4	5,2	4,2	5,9	5,5	5,5	-0,4	5,6	4,6	5,2	0,6	0,8	2,8	2,1
SASK.	-3,9	4,5	4,3	4,1	1,3	0,9	1,0	2,4	4,8	5,2	5,0	4,8	3,9	5,9	6,5	5,5	-0,5	3,1	6,8	4,7	1,1	1,3	2,5	2,6
ALB.	-4,5	3,7	3,7	3,9	-1,4	-0,4	3,4	2,7	6,6	6,5	5,6	5,4	20,3	27,1	24,5	30,0	-8,3	6,0	6,2	5,7	-0,1	1,0	2,0	1,8
C.-B.	-1,8	3,8	2,1	2,3	-2,1	1,7	1,0	2,1	7,7	7,6	7,6	7,0	16,1	26,5	26,5	27,8	-4,4	5,3	2,7	4,3	0,0	1,4	2,2	1,8
CANADA	-2,8	3,2	2,4	2,5	-1,6	1,4	1,8	1,7	8,3	8,0	7,5	7,3	149	190	188	182	-2,9	5,5	3,9	4,4	0,3	1,8	2,7	2,1

Tableau comparatif

2009, sauf indication contraire

	T.-N. & L.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	QUÉ.	ONT.	MAN.	SASK.	ALB.	C.-B.
Population (milliers) (2010)	510	142	943	752	7 907	13 211	1 235	1 046	3 721	4 531
Produit intérieur brut (milliards \$)	25,0	4,8	34,3	27,5	303,7	578,2	51,0	56,6	247,2	191,0
PIB réel (en milliards de \$ 2002)	18,1	4,2	28,9	23,3	267,5	509,4	42,1	39,8	178,2	161,9
Part du PIB réel canadien (%)	1,4	0,3	2,3	1,8	20,8	39,7	3,3	3,1	13,9	12,6
Croissance PIB réel (TAC, 2004-09, %)	1,0	1,4	0,9	0,8	1,3	0,5	2,1	1,1	1,7	2,0
PIB réel par habitant (\$ 2002)	35 657	29 512	30 806	31 113	34 168	38 992	34 502	38 683	48 553	36 287
Croissance PIB réel par habitant (TAC, 2004-09, %)	1,4	0,9	0,9	0,8	0,5	-0,6	1,4	0,4	-0,8	0,6
Revenu personnel disponible par habitant (\$)	25 957	24 054	26 183	26 105	26 031	28 565	26 915	29 426	36 818	28 038
Croissance de l'emploi (TAC, 2005-10, %)	0,6	0,8	0,5	0,5	1,1	0,7	1,3	1,6	2,0	1,5
Taux d'emploi (jul., 2011 %)	52,6	60,1	58,0	56,2	60,4	61,7	65,2	65,8	69,9	60,1
Indice d'inconfort (inflation + chômage, jul. 2011)	15,3	14,8	13,0	13,9	10,5	10,5	8,8	7,7	7,4	9,0
Production manufacturière (% du PIB réel)	4,7	9,4	9,1	11,6	16,3	15,2	11,2	6,9	8,0	8,4
Dépenses individ. des biens et services (% du PIB réel)	62,0	72,6	74,4	70,4	65,0	63,0	65,9	62,1	55,1	70,9
Exportations (% du PIB réel)	36,8	28,9	22,9	41,2	30,2	36,0	30,9	33,5	33,7	23,9

Tableaux

Colombie-Britannique

		2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011P	2012P
PIB réel	millions de \$ constants de 2002	153 489	159 729	164 496	164 869	161 851	168 001	171 529	175 475
	évolution (%)	4,7	4,1	3,0	0,2	-1,8	3,8	2,1	2,3
Nombre d'emplois	en milliers	2 092	2 147	2 223	2 266	2 218	2 257	2 280	2 328
	évolution (%)	2,9	2,6	3,5	2,0	-2,1	1,7	1,0	2,1
Taux de chômage	(%)	5,8	4,8	4,3	4,6	7,7	7,6	7,6	7,0
Ventes au détail	en millions de dollars	49 379	53 133	56 930	57 783	55 222	58 145	59 741	62 319
	évolution (%)	4,6	7,6	7,1	1,5	-4,4	5,3	2,7	4,3
Mises en chantier	unités	34 667	36 443	39 195	34 321	16 077	26 479	26 500	27 800
	évolution (%)	5,3	5,1	7,6	-12,4	-53,2	64,7	0,1	4,9
Indice des prix à la consommation	2002=100	106,3	108,1	110,0	112,3	112,3	113,8	116,3	118,4
	évolution (%)	2,0	1,7	1,7	2,1	0,0	1,4	2,2	1,8

Alberta

		2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011P	2012P
PIB réel	millions de \$ constants de 2002	170 872	180 852	184 008	186 528	178 225	184 891	191 732	199 209
	évolution (%)	4,5	5,8	1,7	1,4	-4,5	3,7	3,7	3,9
Nombre d'emplois	en milliers	1 826	1 916	1 991	2 054	2 025	2 017	2 086	2 142
	évolution (%)	2,7	5,0	3,9	3,1	-1,4	-0,4	3,4	2,7
Taux de chômage	(%)	4,0	3,4	3,5	3,6	6,6	6,5	5,6	5,4
Ventes au détail	en millions de dollars	48 486	55 972	61 487	61 614	56 478	59 856	63 569	67 202
	évolution (%)	11,9	15,4	9,9	0,2	-8,3	6,0	6,2	5,7
Mises en chantier	unités	40 847	48 962	48 336	29 164	20 298	27 088	24 500	30 000
	évolution (%)	12,6	19,9	-1,3	-39,7	-30,4	33,5	-9,6	22,4
Indice des prix à la consommation	2002=100	108,1	112,3	117,9	121,6	121,5	122,7	125,1	127,4
	évolution (%)	2,1	3,9	4,9	3,2	-0,1	1,0	2,0	1,8

Saskatchewan

		2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011P	2012P
PIB réel	millions de \$ constants de 2002	38 904	38 266	39 626	41 434	39 810	41 601	43 390	45 169
	évolution (%)	3,1	-1,6	3,6	4,6	-3,9	4,5	4,3	4,1
Nombre d'emplois	en milliers	484	492	504	513	519	524	529	542
	évolution (%)	0,3	1,8	2,4	1,7	1,3	0,9	1,0	2,4
Taux de chômage	(%)	5,1	4,7	4,2	4,1	4,8	5,2	5,0	4,8
Ventes au détail	en millions de dollars	10 795	11 554	13 129	14 673	14 598	15 050	16 068	16 820
	évolution (%)	5,4	7,0	13,6	11,8	-0,5	3,1	6,8	4,7
Mises en chantier	unités	3 437	3 715	6 007	6 828	3 866	5 907	6 500	5 500
	évolution (%)	-9,1	8,1	61,7	13,7	-43,4	52,8	10,0	-15,4
Indice des prix à la consommation	2002=100	106,9	109,1	112,2	115,9	117,1	118,7	121,7	124,9
	évolution (%)	2,2	2,0	2,9	3,2	1,1	1,3	2,5	2,6

Manitoba

		2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011P	2012P
PIB réel	millions de \$ constants de 2002	38 860	40 181	41 263	42 057	42 077	43 003	44 207	45 754
	évolution (%)	2,6	3,4	2,7	1,9	0,0	2,2	2,8	3,5
Nombre d'emplois	en milliers	582	589	599	608	608	620	627	637
	évolution (%)	0,5	1,2	1,7	1,7	0,0	1,9	1,2	1,6
Taux de chômage	(%)	4,7	4,3	4,4	4,2	5,2	5,4	5,4	5,2
Ventes au détail	en millions de dollars	12 372	12 874	14 016	14 980	14 915	15 752	16 477	17 337
	évolution (%)	5,9	4,1	8,9	6,9	-0,4	5,6	4,6	5,2
Mises en chantier	unités	4 731	5 028	5 738	5 537	4 174	5 888	5 500	5 500
	évolution (%)	6,6	6,3	14,1	-3,5	-24,6	41,1	-6,6	0,0
Indice des prix à la consommation	2002=100	106,6	108,7	110,9	113,4	114,1	115,0	118,3	120,8
	évolution (%)	2,7	1,9	2,1	2,2	0,6	0,8	2,8	2,1

Ontario

		2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011P	2012P
PIB réel	millions de \$ constants de 2002	510 509	522 998	533 233	528 635	509 421	524 704	536 772	549 654
	évolution (%)	2,8	2,4	2,0	-0,9	-3,6	3,0	2,3	2,4
Nombre d'emplois	en milliers	6 371	6 449	6 564	6 666	6 502	6 610	6 748	6 856
	évolution (%)	1,0	1,2	1,8	1,6	-2,5	1,7	2,1	1,6
Taux de chômage	(%)	6,6	6,3	6,4	6,5	9,0	8,7	7,8	7,6
Ventes au détail	en millions de dollars	135 128	140 591	145 965	151 672	147 920	155 889	161 789	168 174
	évolution (%)	4,8	4,0	3,8	3,9	-2,5	5,4	3,8	3,9
Mises en chantier	unités	78 795	73 417	68 123	75 076	50 370	60 433	65 100	57 800
	évolution (%)	-7,4	-6,8	-7,2	10,2	-32,9	20,0	7,7	-11,2
Indice des prix à la consommation	2002=100	106,9	108,8	110,8	113,3	113,7	116,5	120,0	122,5
	évolution (%)	2,2	1,8	1,8	2,3	0,4	2,4	3,0	2,1

Québec

		2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011P	2012P
PIB réel	millions de \$ constants de 2002	255 559	260 033	265 585	268 406	267 477	275 127	279 804	285 680
	évolution (%)	1,8	1,8	2,1	1,1	-0,3	2,9	1,7	2,1
Nombre d'emplois	en milliers	3 701	3 743	3 834	3 880	3 848	3 915	3 976	4 028
	évolution (%)	0,8	1,1	2,4	1,2	-0,8	1,7	1,6	1,3
Taux de chômage	(%)	8,3	8,1	7,2	7,2	8,5	8,0	7,6	7,5
Ventes au détail	en millions de dollars	82 456	86 505	90 406	94 806	93 740	99 631	102 427	106 931
	évolution (%)	5,1	4,9	4,5	4,9	-1,1	6,3	2,8	4,4
Mises en chantier	unités	50 910	47 877	48 553	47 901	43 403	51 363	48 100	44 300
	évolution (%)	-12,9	-6,0	1,4	-1,3	-9,4	18,3	-6,4	-7,9
Indice des prix à la consommation	2002=100	106,9	108,7	110,4	112,7	113,4	114,8	118,0	120,3
	évolution (%)	2,3	1,7	1,6	2,1	0,6	1,3	2,7	2,0

Tableaux

Nouveau-Brunswick

		2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011P	2012P
PIB réel	millions de \$ constants de 2002	22 638	23 174	23 439	23 392	23 314	23 967	24 087	24 520
	évolution (%)	1,2	2,4	1,1	-0,2	-0,3	2,8	0,5	1,8
Nombre d'emplois	en milliers	347	350	357	359	360	356	353	357
	évolution (%)	-0,5	1,0	1,9	0,6	0,1	-1,0	-1,0	1,2
Taux de chômage	(%)	9,6	8,7	7,5	8,5	8,8	9,3	9,7	9,3
Ventes au détail	en millions de dollars	8 344	8 858	9 407	10 018	10 093	10 592	11 058	11 429
	évolution (%)	4,7	6,2	6,2	6,5	0,7	4,9	4,4	3,4
Mises en chantier	unités	3 959	4 085	4 242	4 274	3 521	4 101	3 200	3 200
	évolution (%)	0,3	3,2	3,8	0,8	-17,6	16,5	-22,0	0,0
Indice des prix à la consommation	2002=100	107,4	109,2	111,3	113,2	113,5	115,9	119,5	122,1
	évolution (%)	2,4	1,7	1,9	1,7	0,3	2,1	3,1	2,2

Nouvelle-Écosse

		2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011P	2012P
PIB réel	millions de \$ constants de 2002	28 016	28 174	28 611	28 969	28 931	29 481	29 864	30 342
	évolution (%)	1,1	0,6	1,6	1,3	-0,1	1,9	1,3	1,6
Nombre d'emplois	en milliers	442	441	448	452	451	452	454	460
	évolution (%)	0,1	-0,1	1,6	0,9	-0,1	0,2	0,4	1,3
Taux de chômage	(%)	8,4	7,9	7,9	7,7	9,2	9,3	9,2	9,1
Ventes au détail	en millions de dollars	10 527	11 141	11 616	12 089	12 102	12 656	12 974	13 445
	évolution (%)	2,2	5,8	4,3	4,1	0,1	4,6	2,5	3,6
Mises en chantier	unités	4 775	4 896	4 750	3 982	3 438	4 309	4 400	3 600
	évolution (%)	1,2	2,5	-3,0	-16,2	-13,7	25,3	2,1	-18,2
Indice des prix à la consommation	2002=100	108,2	110,4	112,5	115,9	115,7	118,2	122,3	125,0
	évolution (%)	2,8	2,1	1,9	3,0	-0,1	2,2	3,4	2,2

Île-du-Prince-Édouard

		2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011P	2012P
PIB réel	millions de \$ constants de 2002	3 921	4 077	4 149	4 167	4 164	4 251	4 345	4 428
	évolution (%)	1,1	4,0	1,8	0,4	-0,1	2,1	2,2	1,9
Nombre d'emplois	en milliers	68	68	69	70	69	71	71	72
	évolution (%)	2,0	0,6	0,7	1,2	-1,4	3,0	1,1	1,3
Taux de chômage	(%)	10,9	11,0	10,3	10,7	12,0	11,1	11,5	10,9
Ventes au détail	en millions de dollars	1 424	1 509	1 621	1 703	1 681	1 769	1 845	1 914
	évolution (%)	2,7	6,0	7,4	5,1	-1,3	5,2	4,3	3,8
Mises en chantier	unités	862	738	750	712	877	756	800	800
	évolution (%)	-6,2	-14,4	1,6	-5,1	23,2	-13,8	5,8	0,0
Indice des prix à la consommation	2002=100	109,1	111,6	113,6	117,5	117,3	119,5	122,7	125,6
	évolution (%)	3,2	2,2	1,8	3,4	-0,1	1,8	2,7	2,3

Terre-Neuve-et-Labrador

		2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011P	2012P
PIB réel	millions de \$ constants de 2002	17 593	18 129	19 791	20 186	18 119	19 170	19 860	20 059
	évolution (%)	2,2	3,0	9,2	2,0	-10,2	5,8	3,6	1,0
Nombre d'emplois	en milliers	213	215	216	219	212	219	228	232
	évolution (%)	-0,3	0,8	0,8	1,1	-3,0	3,4	3,8	1,9
Taux de chômage	(%)	15,1	14,7	13,5	13,2	15,5	14,4	12,0	11,2
Ventes au détail	en millions de dollars	5 824	6 012	6 528	7 009	7 120	7 449	7 794	8 071
	évolution (%)	1,1	3,2	8,6	7,4	1,6	4,6	4,6	3,6
Mises en chantier	unités	2 498	2 234	2 649	3 261	3 057	3 606	3 600	3 300
	évolution (%)	-13,0	-10,6	18,6	23,1	-6,3	18,0	-0,2	-8,3
Indice des prix à la consommation	2002=100	107,6	109,5	111,1	114,3	114,6	117,4	120,8	123,5
	évolution (%)	2,6	1,8	1,4	2,9	0,3	2,4	2,9	2,2

Le contenu de ce rapport est la propriété de la Banque Royale du Canada et ne peut être reproduit d'aucune manière, en tout ou en partie, sans l'autorisation écrite du titulaire du droit d'auteur. Les informations et statistiques contenues dans les présentes ont été préparées par la Recherche économique RBC sur la base de renseignements provenant de sources jugées fiables. Nous ne faisons aucune déclaration ni ne donnons aucune garantie, expresse ou implicite, concernant leur précision ou leur exhaustivité. Cette publication est destinée à l'information des investisseurs et du monde des affaires et ne constitue pas une offre de vente ni une sollicitation visant l'achat de valeurs mobilières.

® Marque déposée de la Banque Royale du Canada
© Banque Royale du Canada.